

**PREMIERES JOURNEES DOCTORALES SUR  
LA PARTICIPATION DU PUBLIC ET LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE**  
**Organisées par le GIS**  
*Participation du public, décision, démocratie participative*  
**Lyon, 27-28 novembre 2009**

***PEROU : Les cantines populaires de Villa El Salvador ou  
le sentier de la démocratie participative***

**Carola ORTEGA-TRUR**  
C.R.E.S.S. – Université de Strasbourg  
carola.ortega-trur@aliceadsl.fr

**INTRODUCTION**

Cette contribution s'appuie principalement sur une enquête effectuée à Villa El Salvador, l'un des plus grands bidonvilles de Lima, la capitale du Pérou.

Trente ans après sa fondation, cette « ville née du désert » a été érigée à la catégorie de district grâce à la solidarité et à la capacité d'autogestion de ses habitants dont l'action constitue un modèle très original de développement local et de démocratie participative.



Fondation de Villa el Salvador 1971



**Villa El Salvador 2009**

## **1. PEROU : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES**



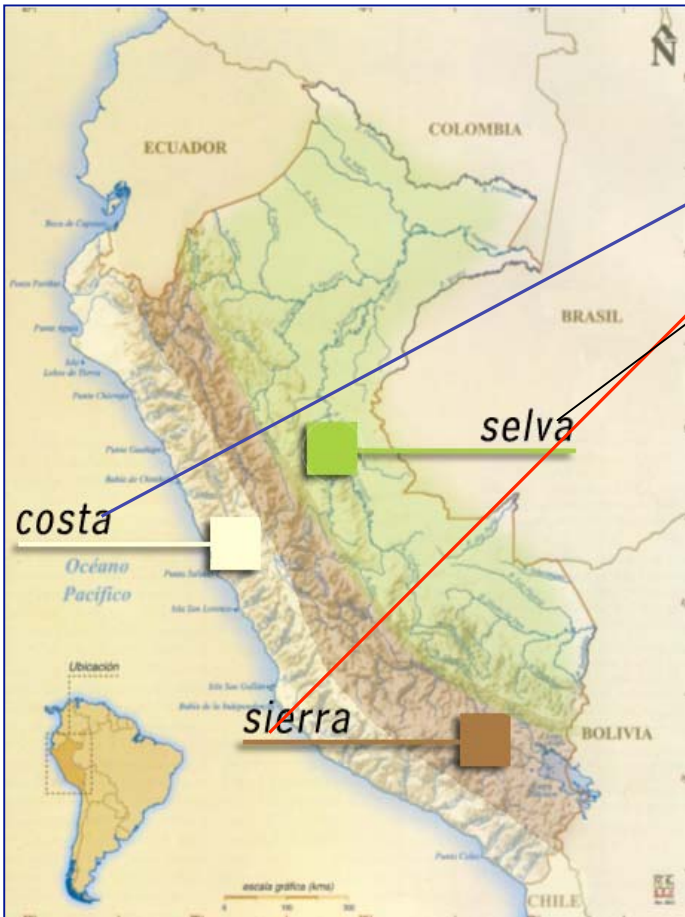
**PEROU**  
Situé au centre de l'Amérique du Sud

- Au nord : Équateur et Colombie
- A l'est : Brésil et Bolivie
- Au sud : Chili

## PEROU



- **Capitale** : Lima
- **Population** : 28 millions habitants (72% urbaine 28% rurale)
- **Religion** : Catholique
- **Langue Officielle**: Espagnol (80,3%)
- **Autres langues** : Quechua (16%) et aymara (3%)
- **Régime politique** : République démocratique (Président et congrès élus au suffrage universel tous les 5 ans)
- **Président Actuel** : Alan GARCIA PEREZ (2006-2011)
- **Monnaie** : Nuevo sol (1€ = S/. 4)



- **3 Régions naturelles**

- côte
- montagne
- forêt amazonienne

- 3ème pays de l'Amérique du Sud après le Brésil et l'Argentine)

- 1 285 216 Km<sup>2</sup> dont 62% versants des Andes et de la forêt tropicale (26% haute montagne) et 11% côte Pacifique (concentre 44% de la population)

## **2. LE CONTEXTE NATIONAL**

Malgré l'apparente stabilité macro-économique (Inflation : - 1,7%, croissance : +3,4% en 2007), le Pérou est l'un des pays les plus pauvres de l'Amérique Latine.

En effet, selon les chiffres de l'INEI<sup>1</sup>, le Pérou compte actuellement 28 millions d'habitants dont plus de la moitié (79%) se trouve en situation de pauvreté.

La pauvreté se concentre principalement dans les zones rurales du pays ; mais les grandes villes côtières et notamment Lima, la capitale du Pérou, ne présentent pas des chiffres encourageants : contrairement à la tendance nationale (baisse de deux points), la population en situation de pauvreté à Lima et Callao a augmenté passant de 31,8% en 2000 à 36,6% en 2004.

Les ménages pauvres vivent en général dans les zones urbaines défavorisées et tout particulièrement dans les bidonvilles (« *barriadas* »<sup>2</sup> ou « *pueblos jovenes* »). Les enfants et les adolescents constituent le groupe le plus vulnérable.

Pour certains auteurs<sup>3</sup>, la paupérisation extrême des bidonvilles péruviens n'est pas sans lien avec le mouvement de migration interne (des Andes vers les villes côtières) généralisé dans les années 50. Ces migrations ont modifié profondément la structure socio-économique péruvienne qui de rurale, est devenue urbaine.



La concentration des zones industrielles dans les grandes villes côtières, notamment à Lima, la capitale, et la paupérisation extrême des zones rurales sont à l'origine de ces mouvements migratoires.

A la différence de ce qui se passe dans les pays développés, ces migrations internes n'ont pas été accompagnées d'un processus d'industrialisation endogène suffisamment fort pour absorber et transformer en prolétariat la main d'œuvre des paysans venue du monde rural.

Encore aujourd'hui, la construction des « *barriadas* » (bidonvilles) ne constituent pas pour leurs populations une première étape dans le processus d'intégration dans la ville ; bien au contraire, ces dernières s'agrègent à la ville sans participer à son économie, sauf de manière marginale.

---

<sup>1</sup> INEI : Institut national des statistiques et de l'informatique

<sup>2</sup> « *Barriadas* » : l'un des noms donnés aux bidonvilles péruviens. De l'espagnol « *barro* » (argile). Lors de la constitution d'un bidonville les habitations sont en effet, faites de barro, de carton ou de tout autre matériau récupéré dans les zones désertiques et/ou dépotoirs qui se trouvent dans les alentours des grandes villes côtières du Pérou.

<sup>3</sup> ZAPATA, Antonio *Sociedad y Poder Local*. DESCO, Lima, 1996

Ne trouvant pas d'emplois reconnus, leurs habitants cherchent davantage leurs ressources dans une économie parallèle ou informelle (commerce et petits services dans les rues, taxi/ moto-taxi par exemple) que dans l'économie officielle et reconnue. Cette « économie de l'ombre » constitue parfois leur seul moyen de survie.

Faute de maîtrise et de planification de la part du gouvernement, ce processus de migration/urbanisation a entraîné des inégalités : Près d'un tiers de la population péruvienne vit à Lima dont 40% se retrouvent dans les bidonvilles.

Il est à souligner que dans ce pays, les politiques de protection sociale et les dispositifs d'aide aux plus démunis sont très limités, voire inexistants (Le RMI, la CMU, les allocations de chômage, les prestations familiales ou sociales, les aides au logement n'existent pas). Les habitants des secteurs populaires comme Villa El Salvador doivent s'appuyer sur leurs propres ressources.

Il serait logique de penser que la pauvreté extrême a entraîné le découragement et l'éclatement des familles ; mais ce n'est pas le cas, l'organisation traditionnelle de la paysannerie andine, caractérisée par la solidarité et l'entraide, a su s'adapter à chaque transformation de la société péruvienne y compris aux processus d'exclusion sociale consécutifs à l'industrialisation et à la modernisation des villes.

Dans le bidonville comme au village, les décisions sont prises en assemblée et chaque habitant a le droit à la parole.

Cette forme de démocratie s'impose comme le seul moyen de faire face aux problèmes quotidiens et à la pauvreté en général.

La terre ne leur appartient pas, ils l'envahissent, l'emploi n'existe pas, ils l'inventent, les logements sont insuffisants, ils en construisent d'autres avec des briques d'argile ou des matériaux de récupération, les enfants ont faim, ils partagent leurs gamelles et créent des « comedores populaires » (cantines populaires ou cuisines collectives).

Les « comedores populaires » ont été créés dans les années 70 par des femmes déracinées mais courageuses qui ont choisi la voie de l'entraide et qui ne se résignent pas à la mort lente de leurs enfants. Aujourd'hui leur action dépasse l'aspect alimentaire et elles sont devenues de véritables outils d'organisation et d'éducation populaire.

### **3. LES CANTINES POPULAIRES DE VILLA EL SALVADOR**

#### **a) Histoire de la Ville née du désert**

Dans les années 1970, Lima accueille 1/3 de la population péruvienne. La capitale est surpeuplée et sa situation s'aggrave du fait de l'important mouvement de migration rurale.

Le 1<sup>er</sup> mayo 1971 des habitants de Lima mal logés et des paysans sans domicile venus de diverses régions pour s'installer à la capitale, envahissent des terrains inoccupés appartenant à des propriétaires privés, situés aux alentours de Lima.

A la demande des propriétaires de ces terrains, des opérations d'expulsion sont alors ordonnées par les autorités. Une violente confrontation entre les forces de l'ordre et les envahisseurs a lieu laissant de nombreux blessés et un mort.

Devant l'ampleur du mouvement, et afin de calmer le conflit à l'approche d'un événement international qui devait avoir lieu à la capitale péruvienne, le gouvernement décide d'octroyer aux envahisseurs, des terrains vagues dans une zone désertique située dans la banlieue sud de Lima près des plages (Cono Sur) avec la promesse qu'ils en deviendraient propriétaires.

Cette mesure met fin aux violents affrontements mais les familles se retrouvent en plein désert, éloignés du centre-ville, sans toit, sans eau ni électricité.



Progressivement, les familles s'organisent pour éviter la spéculation (vente de ces terrains à des tiers non concernés par le mouvement). De même, ils s'entraident pour construire des abris et se nourrir. Les décisions sont alors prises collectivement, en assemblée. Chaque habitant ayant droit à la parole.

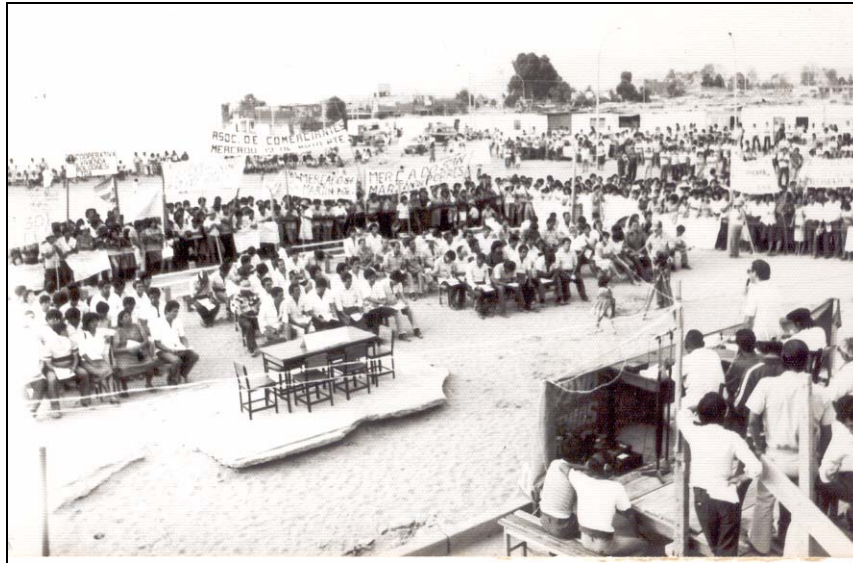
Cette forme de démocratie s'impose comme le seul moyen de faire face aux problèmes quotidiens...



.... et de bâtir collectivement une ville...

En 1974, les habitants décident de créer la CUAVES (Communauté Urbaine Autogestionnaire de Villa El Salvador), avec l'objectif de consolider les organisations populaires et de prendre en charge la gestion des problèmes de la nouvelle ville (Plan d'occupation du sol, construction des services indispensables à la population) et de faire des propositions quant à la gouvernance de la ville.

Le plan d'occupation du sol, les infrastructures, les services collectifs (écoles, dispensaires, canalisations d'eau, éclairage public) sont conçus et mis en œuvre par les habitants et les organisations populaires.



En 1983, Villa El Salvador est érigée à la catégorie de District. Ce changement a marqué une étape importante de son histoire valorisant le travail fait sur le plan urbanistique et social par les organisations populaires et les équipes municipales qui se sont succédées depuis sa fondation.

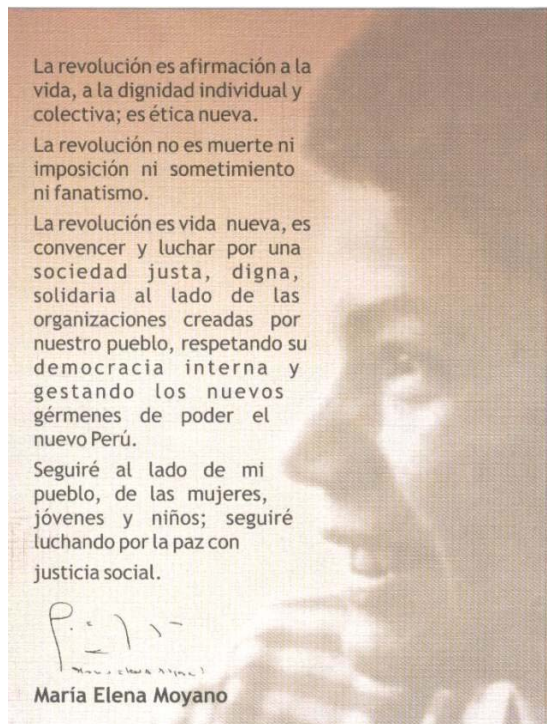
En 1984, ont lieu les premières élections municipales. Michel AZCUETA, premier alcalde, réaffirme sa volonté de travailler en étroite collaboration avec la CUAVES.

Ce modèle original d'organisation et de gestion urbaine qui associe démocratie participative et démocratie représentative a été reconnu au niveau international : Villa El Salvador a reçu les prix « *Principe de Asturias* » (Espagne) et de « *Ciudad mensajera de la paz* » (Ville messagère de la paix) de l'ONU.

Au Pérou, les années 1980 ont été marquées par la violence politique résultat de l'affrontement entre le mouvement terroriste « Sentier Lumineux » et les forces de l'ordre. Selon les conclusions d'une commission ad hoc créée à la fin du conflit, plus de 70 000 péruviens ont été victimes directes de ce feu croisé.

Villa El Salvador a payé un lourd tribut dans ce conflit : le modèle d'organisation et de gouvernance de cette ville était d'une part, opposé à la violence terroriste et d'autre part très critique vis-à-vis de l'immobilisme des gouvernements face à la paupérisation des bidonvilles. Ce modèle constituait une sorte de « troisième voie » visant la paix et de la justice sociale par la voie démocratique et pacifique. C'est pourquoi, certains élus et militants associatifs ainsi que de nombreuses familles ont été directement ciblés par les attentats terroristes et poursuivis également par les forces de l'ordre en tant que terroristes présumés.

L'assassinat de Marie-Hélène MOYANO fondatrice de la Fédération des Femmes de Villa El Salvador ainsi que les manifestations pour la paix qui se sont suivies après sa mort, sont représentatifs de l'opposition des habitants à l'extrémisme de Sentier Lumineux et à la persécution perpétrée par les forces de l'ordre..



Dans les années 1990, Villa El Salvador commence sa reconstruction avec des ménages repliés sur eux mêmes ainsi que des organisations populaires affaiblies par la violence terroriste et celle de l'armée péruvienne.

Cette ville de 350 000 habitants doit relever aujourd'hui de nouveaux défis : La lutte contre la délinquance galopante des jeunes, l'accentuation de la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie de nouveaux ménages qui s'installent dans des zones non urbanisées sans aucun confort , la réactivation de la CUAVES, la recherche de nouveaux outils de consultation populaire (les « cabildos abiertos » associant élus locaux, organisations populaires et habitants, ne sont plus un outil de gouvernance).

Par ailleurs, si les forts sentiments d'appartenance au groupe et les relations sociales caractérisées par la solidarité et l'entraide sont encore présents, face à la pauvreté grandissante, les stratégies individuelles de survie ont pris le pas sur les démarches collectives.

Les démarches participatives des pionniers ont laissé la place au jeu politique consécutif au modèle démocratique républicain de la société péruvienne. Les Maires sont élus au suffrage universel (4 Maires se sont succédés depuis l'élection du premier Maire) et les tensions entre les opposants et les défenseurs de l'équipe municipale en place semblent prendre le pas sur les préoccupations quotidiennes des habitants.

Les personnes interrogées se plaignent d'un fonctionnement lourd et bureaucratique de l'administration municipale qui étouffe à leurs yeux les démarches participatives d'antan.

### **b) Les Comedores Populares (Cantines Populaires)**

Malgré l'affaiblissement des organisations populaires, les « Comedores Populares » de Villa El Salvador sont intacts, les femmes qui les gèrent n'ont pas perdu leur dynamisme.





### **LES COMEDORES POPULAIRES** (Cantines populaires ou cuisines collectives)

Une cantine populaire (Comedor popular) est avant tout un groupe d'habitants qui s'organisent avec un objectif commun : apporter un service de préparation et de distribution de repas pour les enfants et les ménages d'un quartier populaire.

Pour sa création, le groupe se réunit tout d'abord pour parler du projet, bien souvent ils ont un soutien technique et matériel (denrées alimentaires non périssables principalement) des Organismes non Gouvernementaux (ONG), notamment de CARITAS Internationale, des élus locaux ou des organisations populaires.

Le groupe doit toutefois s'appuyer principalement sur ses propres moyens : cotisation, dons, mutualisation des moyens, (ustensiles, charbon produit de la vente des repas...).

A tour de rôle, ses membres se relayent pour l'établissement des menus, la gestion de la structure et surtout la préparation des repas.

Afin de ne pas affaiblir la communication et les liens familiaux, il n'existe pas de service de restauration sur place, chaque famille amène le repas à son domicile.

Notre étude s'est intéressée à cette question : pourquoi dans un contexte d'affaiblissement des organisations populaires les « comedores populares » constituent-ils une exception ? Est-ce uniquement parce que la survie des habitants constitue l'enjeu majeur ?

Lors de notre enquête, les acteurs locaux interrogés et surtout les responsables de ces structures apportent des réponses en soulignant que l'action des comedores va bien au-delà de l'aspect alimentaire. Les femmes qui assurent le fonctionnement de ces structures précisent qu'avec cette expérience elles n'ont pas changé uniquement leur manière de cuisiner, bien au contraire, le fait d'aller retrouver les autres mères de famille au « comedor » leur permet de sortir de leur maison pour s'investir dans la vie du quartier. Elles ont le sentiment d'être devenues des acteurs actifs et reconnus de la communauté, rôle traditionnellement réservé aux hommes.

Par ailleurs, les acquis sur le plan intellectuel sont également appréciés : en deux ans en moyenne, une mère de famille qui n'est jamais allée à l'école peut passer de la préparation des repas à la balance pour peser les aliments et aux calculs des prix, ce qui exige des opérations intellectuelles que personne ne leur a apprises.

Certaines sont sollicitées pour lire les manuels de nutrition et parler des besoins nutritionnels des enfants selon leurs âges ou pour suivre le poids et la croissance des nourrissons en fonction de leur poids et de leur taille.

L'apprentissage de la langue officielle, l'espagnol, est également apprécié par celles qui viennent des provinces et qui connaissent uniquement des dialectes indiens.

Enfin, les plus motivées s'intéressent aux cours de pilotage de projets et à leur tour, elles deviennent formatrices de celles qui se lancent pour la première fois dans cette aventure. Leur expérience est reconnue y compris par les élus locaux pour qui elles sont devenues des partenaires incontournables.

#### **4. A PROPOS DE LA PARTICIPATION DES HABITANTS**

Dans le cadre de ce travail et en évitant toute transposition mécanique du modèle latino-américain en France, nous proposons une réflexion sur ce que l'expérience de Villa El Salvador peut apporter au développement local français, notamment dans les quartiers de la Politique de la Ville où la participation des habitants demeure souvent une simple clause de style.

En effet, en France, la participation des habitants est une notion utilisée depuis plus de trente ans par les acteurs de la politique de la ville, mais comme le montrent les évaluations des dispositifs qui se sont succédés (HVS, DSQ, Contrats de Ville, CUCS), les résultats sont plutôt mitigés.

Les enquêtes que nous avons menées en France et au Pérou mettent en évidence des acceptions différentes de la participation, selon les fonctions et les parcours de ceux qui utilisent cette notion.

Ces acceptions vont de la simple présence à une réunion d'information, en passant par la possibilité de donner son avis jusqu'à la prise de décisions, par les habitants, sur des aspects les concernant, avec ou à la place de l'autorité.

Mais au-delà de cette question sémantique, qu'est ce qui est en jeu dans la difficulté à concrétiser ce discours officiel récurrent sur la participation des habitants dans les zones urbaines défavorisées françaises?

Pour répondre à cette question, il nous paraît important de réinterroger d'abord la notion de « participation des habitants » : quelle est sa place dans les processus démocratique ? Quelle articulation entre la démocratie directe et celle des urnes ?

L'expérience de Villa El Salvador montre que cette participation peut prendre des formes diverses dont celle d'une mobilisation cherchant à affirmer la volonté des habitants de prendre en charge par eux-mêmes leur destin. La participation des habitants peut donc se transformer en force organisée et en expression d'un pouvoir collectif.

En France, dans les quartiers de la Politique de la Ville, la mobilisation des habitants reste ponctuelle à partir de faits significatifs qui marquent la vie quotidienne du quartier. Les démarches participatives sortent rarement de ce cadre ponctuel pour transformer, les sentiments de mécontentement en force organisée et expression d'un pouvoir collectif, à l'image des habitants des bidonvilles péruviens.

Cette expérience montre également que la participation démocratique est un processus long et non linéaire, la dynamique qui conduit des individus et des groupes à s'ouvrir aux autres peut à tout moment s'arrêter reculer ou progresser.

Plus qu'un recul, l'évolution récente du mouvement démocratique de Villa El Salvador (affaiblissement des organisations populaires, disparition des instances de consultation populaire, notamment la CUAVES et les « cabildos abiertos ») montre la difficulté des ses habitants à trouver un pont permettant d'articuler démocratie participative et démocratie représentative.

Françoise NAVEZ BOUCHANINE <sup>4</sup>soulignait en 2003, que les processus démocratiques ne se construisent pas en un jour. Les chemins de la démocratie sont selon elle, *tortueux et « en zigzag »*, avec des avancées et des reculs ; leurs progrès ne s'apprécient que dans le temps long de l'histoire.

---

<sup>4</sup> NAVEZ-BOUCHANINE Françoise. Les chemins tortueux de l'expérience démocratique marocaine à travers les bidonvilles. IN Espaces et Société N° 112, pp. 59-81. Paris, 2003.

Dans sa contribution à l'hommage à F. NAVEZ BOUCHANINE<sup>5</sup>, Maurice BLANC rejoint cette analyse en précisant que dans ce chemin tortueux, *la visibilité est réduite et l'imprévu et le danger sont toujours présents, le consensus y est l'exception et non la règle.*

M. BLANC ajoute que la démocratie participative est une transaction tacite plus complexe que la démocratie représentative<sup>6</sup>. Cette dernière étant une transaction bipolaire qui combine deux légitimités (électeurs et élus). La démocratie participative locale introduit une troisième légitimité : celle de la mobilisation des citoyens.

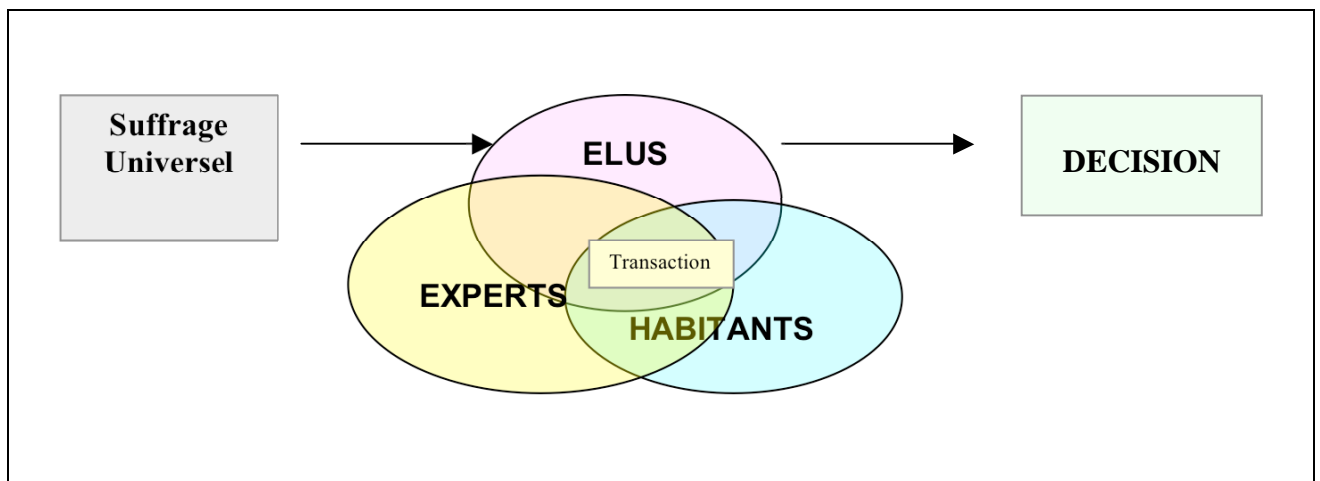
Selon lui, le passage d'une logique bipolaire (démocratie représentative) à une logique tripolaire (démocratie participative) rend plus complexe la transaction : Il ne s'agit plus de l'opposition frontale de deux groupes mais de groupes fragmentés qui peuvent établir des alliances fluctuantes.

Les élus ont la confiance de la majorité, mais ils n'ont pas toujours les compétences nécessaires pour traiter toutes les affaires relevant de leur compétence ; c'est pourquoi, ils sont conseillés par des techniciens et des experts qui sont à leur service ;

Les décisions prises par les élus sont ainsi le produit d'une transaction (ou d'une co-production pour reprendre les termes de M. BLANC) entre élus (la confiance de la majorité exprimée par le vote) et techniciens (la connaissance experte) ; mais cette transaction doit rester informelle et tacite car une décision prise par un technicien qui n'a pas la légitimité que le suffrage universel donne à l'élu, serait invalidée.

Il en est de même pour les habitants, la transaction avec l'élu avant la prise de décision doit rester informelle et tacite car dans le cas contraire le mandat de ce dernier pourrait être remis en question.

La démocratie participative est donc plus flexible et informelle ce qui constitue à la fois sa force et sa faiblesse.



En deuxième lieu, nos observations nous amènent à constater que la participation des habitants n'est reconnue et encouragée que lorsque les élus acceptent d'entendre et d'associer les habitants à la prise des décisions. La participation est ainsi subordonnée à la possibilité laissée par les élus aux habitants d'intervenir.

<sup>5</sup> BLANC Maurice. « Quelle place pour les habitants dans la politique urbaine ? Un regard Nord/Sud ». Atelier N°3 : Dimensions sociales des politiques urbaines et des pratiques professionnelles.

<sup>6</sup> BLANC, Maurice. « *La Democracia participativa no es un largo rio tranquilo* ». IN Revista de Ciencias Sociales N° 19. Universidad Arturo Prat. Iquique, Chile 2007

Or, dans bien de cas, les premiers sont réticents à cette idée et ce, malgré leurs discours reconnaissant les « vertus » de la participation des citoyens.

Selon Maurice BLANC, du point de vue de certains élus, le pouvoir que les habitants gagnent en participant réduit nécessairement le leur. La participation serait-elle pour eux un « cheval de Troie » contre les pouvoirs des élus ? <sup>7</sup>

En réalité, la participation peut dans certaines circonstances devenir un jeu coopératif. Les habitants souhaitent, avant tout, être entendus dans les questions relatives à leurs conditions de vie ; ils ne cherchent pas forcément à se substituer aux élus.

Pour leur part, les élus ne perdent pas forcément leur pouvoir, ils sont contraints de l'exercer différemment : ils doivent agir dans la transparence et accepter les remarques, voire les critiques des habitants.

Enfin, il nous paraît important de souligner la nécessité d'accompagner les habitants, notamment les publics en difficulté, lorsque leur implication dans des démarches participatives est envisagée.

En effet, les enquêtes menées en France et au Pérou montrent que la pauvreté et les conditions de vie difficiles ne suffisent pas à faire émerger des démarches participatives.

Comme le soulignait Paulo FREIRE<sup>8</sup>. La participation des habitants ne s'improvise pas, elle se prépare. Elle est le résultat d'un processus d'apprentissage et d'autonomisation plus ou moins long et complexe.

### **PAULO FREIRE et la Théorie de la Conscientisation**

**Originaire du Nord-Est Brésilien, Paulo FREIRE a été confronté très jeune aux problèmes de la pauvreté.**

**Educateur et pédagogue, il contribue dans les années 60, à l'émergence du mouvement de la culture populaire et de nombreux projets d'alphabétisation novateurs dans la région du Recife.**

**Un coup militaire l'oblige à s'exiler au Chili où il poursuit l'expérience des cercles de culture.**

**Son approche conscientisante repose sur deux principes :**

**- Les hommes sont acteurs de leur propre histoire**

**- La connaissance est un acte d'appropriation collective de la réalité. L'appropriation du savoir se fait dans l'action.**

**La conscientisation est selon lui, un processus par lequel les gens du peuple s'éveillent à leur réalité et s'affirment en tant que sujets, acteurs de leur devenir.**

**La méthode de Paulo FREIRE a guidé plusieurs générations de travailleurs sociaux et pédagogues latino-américains et constitue encore aujourd'hui une référence incontournable dans la conduite de projets de développement social local (travail social communautaire)**



<sup>7</sup> SMITH D.M. et BLANC MAURICE. Participation and grass-roots democracy. IN Environment and Planning D: Society and Space, 15

<sup>8</sup> FREIRE Paulo. PEDAGOGIA DEL ORPIMIDO . Ediciones Biblioteca Nueva, Barcelona, 1973

La méthode d'intervention communautaire et les approches conscientisantes des travailleurs sociaux latino-américains qui ont accompagné et accompagnent encore aujourd'hui les initiatives locales des habitants des zones les plus pauvres de l'Amérique du Sud, s'inscrivent bien dans cette perspective. Elles facilitent l'implication consciente et organisée de la population aux processus de développement local. Elles peuvent constituer également une alternative à la logique de procédure qui caractérise nombreux dispositifs en France dont la Politique de la Ville.

En guise de conclusion, nous tenons à rappeler que notre contribution ne vise pas à idéaliser les démarches participatives latino-américaines et à les ériger en « modèle » à transposer de façon mécanique en France.

En effet, notre objectif était d'une part, d'identifier et de décrire ces pratiques originales de démocratie locale en les situant dans leur contexte socio-politique et d'autre part, de réinterroger à la lumière de ces expériences la notion de participation des habitants dans les zones urbaines défavorisées en France et au Pérou.

Nous avons constaté des points de convergence et de divergence, des analyses et des regards croisés sur les processus participatifs dans les deux pays.

Toutefois, aussi impressionnante et novatrice soit-elle, l'expérience du peuple de Villa El Salvador et tout particulièrement, celle de ces femmes courageuses des cantines populaires, s'inscrit dans un contexte historique, socio-économique et culturel bien différent de celui de la France. Chercher à reproduire ces démarches à l'identique dans les quartiers de la Politique de la Ville serait non seulement contraire au principe d'objectivité de la sociologie; mais également peu respectueux de leurs habitants qui s'engagent bien souvent dans la construction de leurs propres chemins vers la démocratie.